

Emmanuel Macron aux universités : un investissement à dix ans et des COM « gages de clarté »

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Actualité n°239338 - Publié le 13/01/2022 à 20:26

Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 14/01/2022 à 09:32



Emmanuel Macron en visioconférence lors du congrès de France Universités (CPU), le 13/01/2022 - © D.R.

« Au-delà des bases posées, nous devons lancer une nouvelle politique d'investissement dans l'enseignement supérieur pour les dix ans qui viennent, je l'ai dit en lançant France 2030 », déclare Emmanuel Macron, le 13/01/2022, en clôture du Congrès de France Universités (Conference des présidents d'université)).

Au cours de son discours, le président de la République évoque le rôle des universités et leur financement.

« Il nous faut redoubler d'efforts pour qu'à l'horizon de dix ans, notre université soit plus forte, qu'elle attire à elle les meilleurs étudiants et talents internationaux et surtout que nous formions les meilleurs talents et que nous les gardions en leur donnant des perspectives dans le monde académique, nos entreprises ou notre secteur public. Faire pleinement de la France une avant-garde de la recherche, de l'excellence du savoir. »

« Nous avons besoin d'un changement d'approche, d'une transformation systémique », prévient Emmanuel Macron. Ainsi, « à côté de l'augmentation significative du budget de l'ESR (Enseignement supérieur et recherche), que j'ai assumée, portée, l'État devra passer avec les universités de véritables contrats d'objectifs et de moyens, gages de clarté, d'efficacité, de performance et bâtir une nouvelle étape de l'autonomie, de notre conception, de notre organisation », dit-il aussi.

Le rôle des universités

« Nous avons trop longtemps accepté un modèle à plusieurs vitesses, avec une sorte de dogme qui s'était installé. Les grandes écoles et organismes de recherche étaient supposés s'occuper des formations des élites et les universités de la démocratisation et de la gestion des masses », expose Emmanuel Macron pour qui « ce système est révolu ».

« *Demain ce sont nos universités qui doivent être les piliers de l'excellence, le centre de gravité de la recherche comme de la formation.* »

C'est d'ailleurs « ce que vous avez [fait] avec les grands sites universitaires, à partir des Idex (Initiative(s) d'excellence) et ce qui a été lancé toute cette dernière décennie, c'est ce que nous avons commencé à consolider, en cassant les barrières qui pouvaient exister » entre universités et grandes écoles. « On doit parachever ce mouvement. »

Le rôle des universités au sein de l' INSP (Institut national du service public)

« C'est ce même sens de l'histoire que j'ai voulu pour la formation de notre haute fonction publique, en donnant un rôle accru des universités au sein de l'INSP qui a remplacé l'ÉNA (École nationale d'administration) au 01/01/2022, en considérant que la formation de notre haute fonction publique devait être ancrée dans le monde universitaire et dans le monde la recherche », ajoute Emmanuel Macron.

« Une question structurelle »

« Les moyens financiers, s'ils sont nécessaires, ne se suffisent pas à eux-mêmes. Je veux donner quelques exemples pour le montrer », poursuit le président de la République :

- « Nous avons injecté 1 Md€ de moyens en plus dans le premier cycle depuis 2017 et créé plus de 84000 places dans nos universités et permis à 29000 étudiants de bénéficier d'un parcours personnalisé en licence. Formidable. Et pourtant 50 % des étudiants seulement se présentent aux examens de première année. Nous devons regarder cette réalité en face. C'est intolérable pour nous tous, c'est un formidable gâchis. »
- « Autre exemple, nous avons revalorisé les bourses sur critères sociaux pendant trois années consécutives pour préserver le pouvoir d'achat des étudiants. Nous sommes dans un pays où un étudiant sur trois est boursier et pourtant nous n'avons jamais vu autant de précarité étudiante. »

Et de conclure : « Nous voyons donc bien qu'au-delà des moyens nous avons une question structurelle. »

« Nous ne pouvons pas rester dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun coût pour la quasi-totalité des étudiants, où un tiers des étudiants sont boursiers et pourtant [où] nous avons autant de précarité étudiante et une difficulté à financer un modèle qui est beaucoup plus financé que partout dans le monde, pour répondre à la compétition internationale. »

L'enjeu de l'orientation

« Les universités doivent non seulement garantir l'accueil des jeunes et leur formation, mais également leur orientation », indique le président de la République.

« L'université doit d'abord préparer nos jeunes à exercer leur futur métier, leur donner des savoirs et des compétences qui ouvrent les portes de l'emploi. Elle doit devenir plus efficacement professionnalisante, car elle ne peut pas se satisfaire de l'échec des étudiants, ni du taux de chômage des jeunes trop élevé. »

Aller plus loin que Parcoursup

« Nous devons poursuivre le travail d'amélioration de l'orientation qu'a initié Parcoursup — une formidable réussite, néanmoins je ne considère pas que nous ayons fini, traité complètement le sujet. Il y a un travail de clarification, d'orientation de terrain, de simplification qui doit être mené. »

« Surtout, nous devons investir dans un travail d'orientation dès le collège, repenser profondément l'orientation de nos adolescents et de nos jeunes pour ne pas que ce soit un choix soudain qui laisse les familles bien souvent démunies. Et là-dessus, nous aurons besoin de nos universités, comme d'ailleurs du monde de l'entreprise, dans nos collèges et dans nos lycées. »

« Une logique d'offre »

« Nous devons aussi investir davantage là où les besoins de compétences sont les plus importants, en assumant que la logique de l'offre prenne le pas sur la logique de la demande », indique Emmanuel Macron.

« C'est un travail d'orientation et un travail où nous devons assumer ensemble de penser la gestion des compétences dont la Nation a besoin à cinq ans, à dix ans et de penser l'ouverture des filières de l'investissement dans l'enseignement supérieur à la lumière de la gestion des compétences et des talents dont nous avons besoin. »

« Il nous faudra donc aussi ouvrir plus de places dans certaines filières, notamment des filières courtes et professionnalisantes en apprentissage ou en alternance, ne serait-ce que pour éviter que les titulaires de bac pro en soient refoulés et échouent parfois dans des filières générales. »

« Nous devons viser une professionnalisation de notre formation universitaire », poursuit-il, indiquant que « l'universalité de l'accès à l'emploi doit donc être notre objectif : pas un jeune ne doit sortir du système éducatif sans une formation qui ne lui donne les clés pour accéder au marché du travail ».

Formation tout au long de la vie et apprentissage

« Il est aussi crucial que les universités puissent faire face aux nouveaux défis du travail en accompagnant l'évolution des parcours professionnels tout au long de la vie (...) nous ne sommes qu'au début de cette grande transformation. »

« Nous avons, je crois, tous ensemble formidablement réussi la réforme de l'apprentissage et de l'alternance dans notre pays avec des résultats incomparables, nous devons aller plus loin », ajoute Emmanuel Macron.

« Mais nous n'avons que partiellement réussi la grande transformation de notre formation professionnelle. Nous devons adapter notre modèle à des carrières, des vies où nous allons nous former tout au long de notre existence. Les universités ont un rôle essentiel dans cette formation continue de la Nation. »



Emmanuel Macron

[Président de la République](#) @ Présidence de la République (Elysée)

Date de naissance : 21/12/1977

Parcours

Depuis mai 2017

[Présidence de la République \(Elysée\)](#)

Président de la République

Novembre 2016 - mai 2017

En Marche

Candidat à l'élection présidentielle

Août 2014 - août 2016

[Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance](#)

Ministre

Mai 2012 - juin 2014

[Présidence de la République \(Elysée\)](#)

Secrétaire général adjoint

2008 - 2012

Banque Rothschild

Banquier d'affaires puis associé gérant

2007 - 2008

Inspection générale des finances

Chargé de mission auprès du chef de service

2007 - 2007

Mission de Jacques Attali pour la « libération de la croissance »

Rapporteur général adjoint

2004 - 2007

Inspection générale des finances

Inspecteur général

Établissement & diplôme

2004 - 2004

[École Nationale d'Administration \(ENA\)](#)

Diplômé

Fiche n° 5587, créée le 26/08/2014 à 19:28 - Màj le 29/03/2021 à 09:59

Association qui réunit une centaine de membres votant (présidents d'université, directeurs d'écoles normales supérieures, d'INP, d'INSA, administrateurs généraux) et des membres associés.

Elle s'appuie sur l'Amue (Agence de mutualisation des universités et établissements) qui contribue à l'élaboration d'une offre logicielle et à la formation des personnels de l'enseignement supérieur.

Catégorie : Groupement professionnel

Adresse du siège

103 boulevard Saint-Michel
75005 Paris France

Général

Date de création	1971
Statut	Association loi 1901 reconnue d'utilité publique
Missions et objectifs	<ul style="list-style-type: none">• Force de proposition et de négociation auprès des pouvoirs publics, des différents réseaux de l'enseignement supérieur et de la recherche, des partenaires économiques et sociaux et des institutions nationales et internationales.• Soutien aux présidents dans leurs nouvelles missions.• Promotion de l'Université française et de ses valeurs en France et à l'étranger.
Membres	Une centaine de membres votants (présidents d'université, directeurs d'écoles normales supérieures, d'INP, d'INSA, administrateurs généraux) et des membres associés.
Présidence	Président : Manuel Tunon de Lara Vice-président(e)s : <ul style="list-style-type: none">• Guillaume Gellé• Virginie Dupont

Chiffres clés

Personnels	<ul style="list-style-type: none">• Une équipe permanente : 27 personnes.• Des conseillers et consultants : 7 personnes.
------------	---

Fiche n° 1765, créée le 05/05/2014 à 12:19 - Màj le 13/01/2022 à 11:36